Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 43 (2006)
Heft: 1707

Artikel: Microcrédit : quand l'esprit d'initiative vient aux pauvres
Autor: Danesi, Marco
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1009192

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 05.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Quand l'esprit d'initiative vient aux pauvres

Après l'année consacrée au microcrédit par l'ONU en 2005, la revue *Finance & the Common Good/ Bien Commun* examine une pratique en plein essor, partie d'Asie et conquérant maintenant l'Europe.

Mohammed Yunus, inventeur du microcrédit et prix Nobel de la paix cette année, croit dur comme fer que le crédit est un droit humain. Il doit aider les pauvres, surtout les femmes, à améliorer leur existence. En trente ans - la Grameen Bank de l'économiste bengali a ouvert en 1975 - la finance en miniature a conquis des franges de plus en plus larges de la population exclue de l'emprunt traditionnel. Les Nations Unies comptent environ 100 000 institutions en tout genre qui touchent des dizaines de millions de personnes sur les cinq continents. L'établissement fondé par Yunus sert à lui tout seul plus de quatre millions d'entrepreneurs à travers 1 400 guichets où s'affairent 13 000 employés qui gèrent près de 500 millions de dollars. Depuis 2004 la Grameen Bank clame son autosuffisance, affranchie des dons et des subventions publiques et privées. Le microcrédit, circonscrit à ses débuts à quelques pionniers avec de capitaux modestes - le prix Nobel avait sorti 27 dollars de sa poche à la signature du premier contrat - concerne aujourd'hui des opérateurs qui offrent des services polyvalents, de l'épargne aux assurances. Cette croissance phénoménale séduit les banques commerciales, prêtes à rattraper le temps perdu et à occuper un marché sous-estimé. La Bank Rakyat Indonesia, un organisme gouvernemental, devenu membre du Global Network of Banking Innovation qui rassemble les leaders du secteur, administre déjà les économies de 30 millions de clients à bas revenu et finance près de trois millions de microdébiteurs. Partie d'Asie et d'Amérique latine, la vague atteint désormais l'Europe, d'abord à l'est ensuite à l'ouest, Suisse comprise (voire l'ASECE de Georges Aegler à Lausanne, *DP* n°1703).

Succès oblige, l'ONU vient de célébrer en 2005 l'année du microcrédit. Le dernier numéro de *Finance & the Common Good / Bien Commun*, revue bilingue éditée par l'Observatoire de la finance à Genève - plateforme de recherche et débat sur le monde de la finance - saisit l'occasion pour discuter les multiples facettes de cette pratique et, surtout, sa dimension sociale qui déborde largement sa rentabilité.

Une bonne idée, pas un miracle

D'une contribution à l'autre, on nuance la portée de l'instrument, ingénieux certes, mais loin de répondre une fois pour toutes au problème de la pauvreté dans le monde. Sans l'accuser d'être un alibi néolibéral, les auteurs évoquent volontiers ses affinités avec le crédit classique, dont elle reproduit les principes à échelle réduite: un prêt et des taux d'intérêts. Par ailleurs, ils rappellent que l'accès des plus démunis à l'emprunt ne dédouane pas l'humanité, riche et évoluée, de ses responsabilités à l'égard du reste de la planète qui aspire au bien-être et au développement, ou parfois simplement à la survie. Car le microcrédit profite presque toujours aux personnes nanties d'un projet, en bonne santé, et déjà formées. En revanche, précise Fouad Abdelmoumni, directeur d'Al Amana, une association marocaine qui soutient les petites entreprises, «il a peu d'incidence sur le développement de compétences nouvelles, la création de nouvelles opportunités de marché, la croissance globale de l'économie, l'éducation, la santé, les infrastructures, etc…». Niamh Goggin, expert en la matière, souligne à quel point la microfinance ignore les raisons de la pauvreté. Inégalités, injustices, violence, discriminations tiennent de la fatalité. Dans le pire des cas, elle enfonce davantage les plus pauvres souvent otages d'environnements misérables, corrompus, menaçants, dépourvus du minimum vital sans ordre ni lois. Par contre, elle offre une chance de salut personnalisée via l'initiative privée. Dont la collectivité pourrait bénéficier aussi, si elle était intégrée à des programmes de promotion de la santé et de l'éducation à l'image de Freedom from Hunger au Ghana qui collabore avec des banques paysannes.

L'Europe, un cas particulier

Le vieux continent a découvert le microcrédit au cours des années nonante. Il s'enracine rapidement dans les anciennes démocraties populaires à l'est du rideau de fer. Pologne, Roumanie, Slovaquie et Bulgarie devancent tous les autres pays. Les coopératives d'épargne («credit unions»), genre Raiffeisen, dominent un marché en expansion, malgré une présence féminine moins importante que dans les régions du sud de la planète - 40% contre 80% et avec un fort impact sur les immigrés. Prolifération des PME - 23 millions dont 94% emploient moins de 9 salariés - chômage endémique, secteur informel - près de 30 millions de personnes travaillent à leur compte et au noir - alimentent la demande, même si les avantages de l'aide sociale, inexistante dans le tiers-monde, dissuadent plus d'un candidat face aux risques d'une activité indépendante. Un accompagnement progressif devient ainsi indispensable pour encourager les plus récalcitrants à accomplir le pas. De plus la demande va tôt ou tard emprunter le réseau de banques et d'instituts financiers qui émaillent le continent alors que, dans les pays en développement, le microcrédit comble un vide et façonne ses propres canaux de distribution. Il faudra alors adapter un cadre administratif et législatif trop plaqué sur les besoins de l'industrie, des compagnies nationales ou multinationales et des grandes fortunes: de nos jours 10% des citoyens ne peuvent toujours pas accéder aux services bancaires. La poste pourrait jouer d'ailleurs un rôle prépondérant, grâce à son implantation et à son entrée récente dans le monde des affaires, en évitant à la fois les ghettos de microcréditeurs et la «tentation humanitaire» en visant la rentabilité, à la fois économique et sociale, créatrice d'emplois et de solidarité. *md*

«Europe : la microfinance se fait une place», *Finance & the commun Good / Bien Commun* n°25, automne 2006.